

Plus de 800 personnes à la fête de Lesconil

Comme au Guilvinec samedi 16 juillet, la fête de la section du Pays bigouden à Lesconil ce samedi 23 juillet a été un grand succès.

De nombreux locaux et touristes sont venus sur le port en cette belle soirée ensoleillée pour goûter aux moules frites et assiettes de paëlla, dans une ambiance conviviale favorisant les rencontres sur ces grandes tables alignées.



Une table d'information sur les initiatives et propositions communistes accueillait à l'entrée les visiteurs qui ont été intéressés par la [Grande Consultation Citoyenne](#), par la position unitaire des communistes dans la perspective de 2017 et de la montée des périls en tous genres en France et en Europe.



Une vingtaine de questionnaires ont été remplis par des personnes qui ont apprécié fortement la démarche de formulation d'aspirations politiques collectives, pour recréer du lien politique, un espoir commun et dépasser les petits jeux politiques de personnalisation électorale matraqués par les grands médias.



La soirée, alternant chants de marins, politique et rock'n roll, s'est poursuivie quand Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF, a prononcé un discours sur la situation politique actuelle, complexe et dangereuse, mais non dénuée d'espoirs. Il était entouré à la tribune par Étienne Le Bellec, Patrick Gloaguen, Robert Vigouroux, secrétaires de section du pays bigouden.



Voici le texte intégral de la prise de parole.

« *Bonsoir à toutes, à tous,*

On est bien ici tous ensemble à Lesconil, à discuter, à manger face à la mer, à faire la fête, à écouter de la bonne musique dans une ambiance fraternelle.

Mais, dans nos têtes, il y a du doute, un sentiment d'impuissance et de colère qui peut détourner de l'action politique et de la vie citoyenne.

Quoi de plus normal !

Avec un pouvoir socialiste, élu en 2012 sur des promesses de justice sociale et de rupture avec la politique ultra-libérale et pro-patronale de Sarkozy, qui mène une politique d'austérité et de remise en cause du droit social comme on en a rarement, voire jamais, connu depuis la Libération.

Jusqu'à remettre en cause le droit de manifester contre la loi travail, à criminaliser les syndicalistes de chez Air France ou ceux qui luttent contre la loi El Khomri, jusqu'à utiliser le 49-3 en

contournant le débat parlementaire et l'absence de majorité au Parlement, à quatre reprises, pour imposer la loi Macron et la loi travail.

Une loi travail pourtant rejetée par 70 % des Français qui perçoivent bien qu'elle a pour but de précariser encore un peu plus les salariés pour répondre aux exigences du Medef et d'une Union Européenne qui voudrait instaurer des protectorats dévoués au capitalisme financier sur les nations et contre les intérêts des peuples dont on bafoue sans cesse depuis des années la souveraineté démocratique.

Une Union Européenne qui impose une hyper-austérité absurde remettant en cause les droits sociaux les plus élémentaires des peuples européens et singulièrement des Grecs, en obligeant le gouvernement Syriza à contredire le référendum qu'il a gagné à l'été 2015 et le mandat de résistance à la dictature libérale de la Troïka et des gouvernements européens dévoués aux banques qu'il a reçu du peuple.

Pendant ce temps, sourds à la détresse de centaines de milliers de réfugiés syriens, irakiens, afghans, soudanais, érythréens, qui s'entassent dans des camps dans une misère absolue ou meurent en Méditerranée, relativement indifférents à l'urgence de lutter contre le dérèglement climatique, pour l'emploi des jeunes, la prise en charge des personnes âgées, le milieu politique étale sa médiocrité et sa démagogie, particulièrement à droite et à l'extrême-droite, après les attentats de Nice, en faisant de la surenchère dans le concours Lépine des inventions sécuritaires les plus farfelues.

Il nous confronte au carrefour des vanités et de l'affairisme, ce que symbolise bien un Cahuzac, ministre du budget, qui cache ses millions au FISC et son argent mal gagné à conseiller des laboratoires pharmaceutiques en plein conflit d'intérêt.

Ou encore un Macron qui fait des allers-retours entre la banque d'affaire Rotschild et le pouvoir, qui prétend incarner la relève et la modernité à gauche alors qu'il n'a pas affronté une fois le suffrage universel et qu'il n'est que le chou chou et le toutou du Medef et de la haute finance.

Un Valls qui se voit bien en fossoyeur du Parti Socialiste et de la gauche en France et qui conjugue la brutalité et la grossièreté d'un Sarkozy, lequel prétend revenir au pouvoir après toutes les affaires de corruption financières qui ont entaché son mandat de Président.

Face à cette triste équipe d'interchangeables, à ces irresponsables qui font monter l'abstention et l'extrême-droite en France, qui se soucient assez peu qu'il y ait 800 000 à 1 million de chômeurs en plus dans notre pays depuis 2012, et des centaines de milliers de concitoyens qui sont tombés en dessous du seuil de pauvreté, ceux-là faisant assurément partie des 40 % de Français qui ne peuvent s'offrir des vacances cet été, la tentation est grande de se détourner de tout cela et de cultiver sans jardin.

Et pourtant...

D'autres hommes se sont battus dans des conditions plus difficiles et dangereuses pour la liberté, l'égalité, la dignité humaine.

On ne peut pas laisser ce monde à ses prédateurs en se détournant de la vie collective quand les soixante hommes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié de l'Humanité.

Les marges de manœuvre existent pour mener une autre politique, en faveur des classes populaires, des services publics, de la solidarité, de la protection sociale, des salaires et de l'amélioration des conditions de travail.

A condition d'abord de prendre l'argent là où il est confisqué et s'utilise dans le parasitisme social sans faire tourner l'économie réelle.

On pense aux 31 milliards de patrimoine de Liliane Bettencourt, qui n'a pas payé l'ISF cette année, ou aux 30 milliards de Bernard Arnault, de Gérard Mulliez, le patron du groupe Auchan, qui représentent 3 fois le produit Intérieur Brut du Mali et 180 000 ans de salaires d'un travailleur payé au SMIC !

Et on nous parle après de coût du travail, alors qu'on ne s'attaque pas au coût du capital.

A ces 200 milliards d'exonérations fiscales et de cadeaux fiscaux pour les entreprises, dont bénéficient principalement les plus grosses d'entre elles, les multinationales. A ces 60 et 80 milliards de fraudes et d'évasions fiscales recensés dans un rapport daté de 2012 par Eric Bocquet, sénateur communiste, avec la complicité des banques, des paradis fiscaux, de l'État.

Un vrai partage des richesses ne peut se faire qu'en donnant des pouvoirs démocratiques aux salariés dans les entreprises, qu'en s'affranchissant des règles de gouvernance libérales de l'Europe, qu'en

s'attaquant résolument aux intérêts des capitalistes.

Seule une réorientation importante des politiques publiques dans le sens de la justice sociale et de l'égalité pourrait redonner un peu de crédit à l'action politique, à notre démocratie bien mal en point, parce que ces institutions, celles de la Ve République, en verrouillent l'expression, et empêcher la progression du Front National, ce populisme d'extrême-droite porteur d'une histoire raciste et liberticide que l'on connaît, de menacer encore plus notre démocratie.

Il y a aujourd'hui, dans cette période de défiance généralisée et de radicalisation, de montée des périls politiques et sociaux que chacun perçoit, une nécessité de reconstruire une gauche plus rassemblée, qui rompra avec la politique menée depuis cinq ans, tournera le dos aux vieilles recettes du néo-libéralisme qui conduisent la social-démocratie à l'échec partout en Europe, pour prendre en compte les besoins de la population : éducation, santé, protection sociale, jeunesse...

C'est la raison pour laquelle le Parti Communiste cherche à construire avec les citoyens et les autres forces politiques et sociales de gauche qui ne se reconnaissent pas dans la politique de Hollande, de Valls et de la majorité parlementaire socialiste actuelle, **un pacte d'engagements communs pour 2017.**

Nous fêtons cette année les 80 ans du Front Populaire, union de la gauche pour résister au péril fasciste et faire progresser les droits des travailleurs : il nous faut reprendre ce chemin là.

En surmontant les querelles d'ego, d'ambitions

partisanes ou personnelles, les habitudes, en trouvant un candidat de gauche commun rassembleur, qui ne peut être François Hollande, pour éviter un second tour droite-extrême droite aux élections présidentielles, une quasi élimination de la gauche au Parlement qui signifierait des années très difficiles pour les salariés, les libertés et ce qu'il reste de la République sociale en France.

La porte est très étroite pour éviter ce scénario catastrophe, mais c'est la responsabilité du PCF, qui a travaillé à l'unité du mouvement populaire pour la défense de la République entre 1934 et 1937, pendant la guerre à participer à l'unification de la Résistance, à la Libération, dans les années 1970, de travailler à réussir ce défi.

Quoiqu'il en soit, rien ne se fera sans vous, et c'est la raison pour laquelle, en rupture avec la démocratie des sondages, des castings, des agences de communication, nous vous proposons de remplir la [grande consultation citoyenne « Que demande le peuple ? »](#) pour vous mêler de ce qui vous regarde et énoncer vos priorités pour un mandat populaire de gauche en 2017. »

Ismaël Dupont, Lesconil, 23 juillet 2016.

La prochaine fête de section en Finistère se déroulera **le samedi 7 août à la Forêt-Fouesnant** organisée par la section de Fouesnant, pour une soirée crêpes, elle aussi qui promet d'être festive et politique.



Créons avec les citoyen-ne-s une perspective à gauche



Adresse du Parti Communiste du Finistère aux forces politiques, syndicales, associatives de transformation sociale et écologique du Finistère.

à Europe Ecologie les Verts, au NPA, à Nouvelle Donne, à l'UDB, aux socialistes de gauche hostiles à la politique du gouvernement Hollande-Valls

à Ensemble, au Parti de Gauche, aux Collectifs Front de Gauche du Centre Finistère, du Pays Bigouden et du Pays de Morlaix

à Brest Nouvelle Citoyenneté et à l'Autre Gauche de Plouzané, à l'Alliance Citoyenne de Douarnenez, à La gauche naturellement à Fouesnant, à l'association A Bâbord toute de Concarneau, à La coopérative citoyenne à Morlaix, au Forum Civique de Plougastel

au Collectif Anti-TAFTA 29, à ATTAC

à la CGT, à Sud Solidaires, à FO, à la FSU



Face à l'urgence des crises sociale, écologique et démocratique, la brutalité du libéralisme, la menace du retour au pouvoir d'une droite dure et le danger de la montée de l'extrême-droite, il est nécessaire de se rassembler pour construire un espoir, une perspective d'émancipation pour notre pays.

Nous vivons un moment inédit de régression sociale : 100 000 personnes de plus sont passées sous le seuil de pauvreté depuis 2012, le chômage et la précarité des salarié-e-s ne cessent d'augmenter, les services publics, la protection sociale et le droit du travail sont remis en cause et dégradés à une vitesse inquiétante.

Trahissant le Mandat Populaire, François Hollande et ses gouvernements se sont soumis aux directives libérales et aux politiques d'austérité préconisées par la Commission Européenne. Ils ont fait le choix idéologique de la domination du capitalisme financier.

La situation politique est complexe. Malgré un mouvement social d'une grande vigueur depuis quatre mois contre le projet de loi El Khomri, qui aggraverait encore la situation des salarié-e-s et précaires et amplifierait le chômage, les échéances importantes de 2017 se préparent dans l'émiettement à gauche.

Beaucoup de nos concitoyens n'iront pas voter si la situation en reste là.

D'autres voteront pour des candidats qui accentueront les inégalités, la concurrence de tous contre tous, la défiance sociale, confessionnelle ou ethnique, le recroquevillement nationaliste et le non respect des

objectifs affichés par la COP 21.

Le pire est possible : une gauche progressiste divisée et affaiblie quasiment éliminée des instances de représentation nationale.

Les communistes ne se résignent pas à ce scénario et essaient de changer le rapport de forces. Elles et ils appellent à un large rassemblement de gauche sur des bases claires, en rupture nette avec les politiques économique, sociale, d'immigration, étrangère, menées depuis 2012 et sous Sarkozy.

En essayant d'impliquer les citoyennes et citoyens qui veulent d'une autre politique, qu'ils soient ou pas engagés dans un parti ou un syndicat, elles et ils font remplir une grande consultation citoyenne, – les 500 000 questionnaires « Que demande le peuple ? » – pour construire un contenu de projet politique pour les échéances de 2017 avec les citoyens, au plus près de leurs attentes et de leurs besoins, et essayer de rendre incontournable un mandat populaire.

C'est une autre façon de faire de la politique, privilégiant le débat d'idées qui rassemble face à la personnalisation politicienne, en vogue dans les grands médias, qui divise et détourne des vrais problèmes.

Nous souhaiterions élaborer avec vous un Pacte d'engagements validé par une large base citoyenne. Ce travail de défrichage politique commun peut créer une dynamique qui déjoue les sombres pronostics annoncés.

Pour cela, nous aimerions échanger avec vous pour poser les bases d'une alternative politique et sociale à gauche et vous rencontrer dès que possible pour créer les conditions pour mettre en œuvre ce projet dans tout le département à travers les huit circonscriptions du Finistère.

Nous vous recontacterons très rapidement à ce sujet.

Salutations militantes.

Le 7 juillet 2016.

La Grande Consultation Citoyenne sur les marchés de Brest



Ce samedi matin les communistes brestois étaient encore sur le marché de Kerinou à Brest.

Ils s'adressent à la population pour que les citoyen-ne-s remplissent la Grande Consultation nationale « Que demande le Peuple ? ».

Il s'agit de sortir de la dérive de personnalisation qui agite les grands médias dans la perspective des échéances de 2017 et de faire remonter l'essentiel des aspirations populaires pour les inscrire durablement dans le débat public.

En effet, les personnes rencontrées sont pour la plupart d'accord avec cette façon de faire de la politique au sens le plus noble : définir les aspirations populaires et en débattre au niveau local et national pour recréer du commun et sortir des petites phrases de Macron, Le Pen, Juppé et autres professionnels politiques coupés de la base, qui prétendent savoir ce qui est bon pour le peuple.

Au delà du remplissage en direct ou en différé du

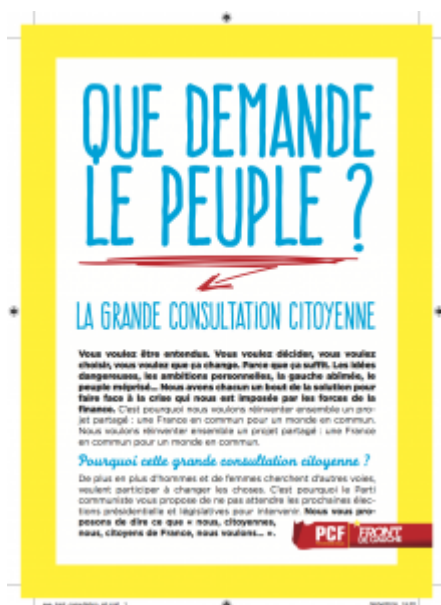
questionnaire, cela permet de discuter avec les citoyen-ne-s dans de bonnes conditions. Les échanges sont riches et constructifs et la démarche est bien accueillie car elle rompt avec les schémas en place de professionnels de la politique qui parlent à la place des gens.

Notre méthode est simple. Donner des rendez-vous toutes les deux semaines au même endroit (marchés de Kerinou et de Saint-Louis) pour récupérer les questionnaires. Certaines personnes qui n'ont pas le temps sur place les glissent aussi plus tard dans la boîte aux lettres du local du PCF à Brest.

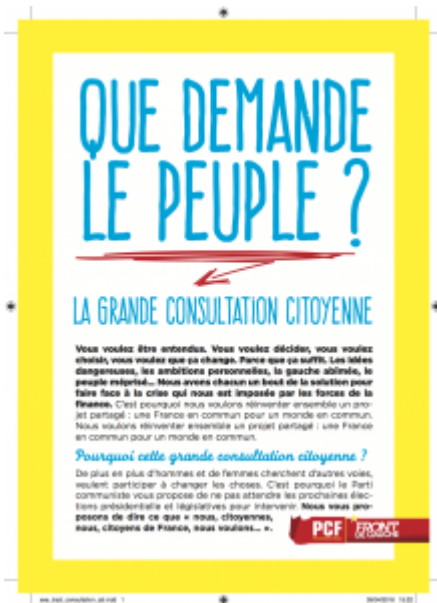
Prochain rendez-vous dimanche 19 juin marché de Saint-Louis en plein centre de Brest.

Les questionnaires feront l'objet en août et septembre d'une restitution médiatique locale (conférence de presse ouverte au public à Brest) et nationale (à la Fête de l'Huma à La Courneuve). Cette initiative peut créer les bases d'une alternative populaire et unitaire résolument de gauche face aux politiques antisociales du gouvernement Valls/Hollande/Macron et aux projets ultralibéraux de la droite ou aux politiques racistes promises par le FN.

Ce Front Populaire et Citoyen est potentiellement majoritaire en France.



Participez à la Grande Consultation Citoyenne



www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr

[oyenne.fr](http://www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr)

Vous voulez être entendus

Comme nous, vous en avez assez de voir la parole populaire méprisée, ignorée, trahie.

Le Parti communiste lance une grande consultation citoyenne dans le pays pour débloquer la situation. Pour avoir un grand débat public, faire émerger les exigences populaires, ouvrir des solutions face à la crise. Un grand débat pour donner votre avis sur la France, l'Europe, le monde.

Nous avons tous un bout de la solution

Vos exigences, exprimées et rassemblées doivent former un mandat populaire à rendre incontournable. Donc, à vous d'écrire la politique, à vous la parole !

Prenez la parole !

Le questionnaire, proposé à 500 000 personnes dans le pays est un point de départ. Vos réponses seront synthétisées au niveau national et rendues publiques.

Vous pouvez télécharger le questionnaire ci-contre pour le remplir ou le faire remplir avant de nous le retourner (par la poste à l'adresse indiquée ou scané par mail à pcf@pcf.fr)

Vous pouvez aussi remplir le questionnaire directement par internet sur le site www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr